



**COMMUNAUTÉS PRIVÉES, COMMUNAUTÉS CLÔTURÉES :  
LA DIMENSION SÉCURITAIRE DU PHÉNOMÈNE  
DES *GATED COMMUNITIES*.**



**Communautés privées, communautés clôturées : la  
dimension sécuritaire du phénomène des *gated  
communities***

**Recherche et rédaction :**

Olivier Lamalice  
Direction de la planification et des politiques  
[olivier.lamalice@msp.gouv.qc.ca](mailto:olivier.lamalice@msp.gouv.qc.ca)

**Révision linguistique :**

Direction des communications  
Ministère de la Sécurité publique

Pour obtenir une copie du présent  
document, veuillez vous adresser au :

Ministère de la Sécurité publique  
Direction de la planification et des politiques  
Tour du Saint-Laurent  
2525, boul. Laurier, 8<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1V 2L2  
Canada  
<http://www.msp.gouv.qc.ca>

Dépôt légal - 2007  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISBN 13 : 978-2-550-48608-4  
ISBN 10 : 2-550-48608-0

Les propos de l'auteur sont personnels et ne  
reflètent pas nécessairement ceux du  
ministère de la Sécurité publique du Québec  
(MSP).

# Table des matières

|                                                                |           |
|----------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>                                 | <b>3</b>  |
| <b>INTRODUCTION.....</b>                                       | <b>4</b>  |
| <b>LE CONCEPT DE <i>GATED COMMUNITY</i>.....</b>               | <b>6</b>  |
| Le choix des termes.....                                       | 6         |
| Des traits particuliers aux gated communities? .....           | 6         |
| Des définitions de gated communities .....                     | 8         |
| Pourquoi habiter une gated community?.....                     | 9         |
| <b>LES ORIGINES DES <i>GATED COMMUNITIES</i>.....</b>          | <b>10</b> |
| La banlieue romantique américaine .....                        | 10        |
| Les ghettos dorés et les enclosures .....                      | 11        |
| Un idéal sécessionniste .....                                  | 12        |
| L'idéal suburbain d'après-guerre .....                         | 13        |
| Un phénomène global .....                                      | 14        |
| <b>LA RECHERCHE DE LA SÉCURITÉ.....</b>                        | <b>17</b> |
| Protéger les enfants : vers l'emmurement des communautés ..... | 17        |
| La peur de la criminalité .....                                | 20        |
| La peur de l'Autre .....                                       | 23        |
| <b>CONCLUSION .....</b>                                        | <b>27</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>                                     | <b>29</b> |

## Introduction

Depuis quelques décennies, de nouveaux types d'ensembles résidentiels clôturés ont commencé à voir le jour, particulièrement dans le sud-ouest des États-Unis. À partir des années 1960, alors que la prospérité de l'après-guerre est à son apogée, des ensembles résidentiels clôturés pour retraités fortunés commencent à émerger en Floride, en Californie et en Arizona. Alors que durant les décennies 1970 et 1980, des quartiers huppés font sécession pour s'ériger en communautés privées et clôturées, c'est durant les années 1990 que les *gated communities* se popularisent particulièrement. Les promoteurs voient l'occasion d'étendre le concept aux complexes résidentiels destinés aux classes moyennes, créant une des niches commerciales les plus rentables. En effet, en 1997, tout près de 40 % des nouvelles maisons californiennes ont été construites derrière des murs<sup>1</sup>.

Dans les années 1960, les États-Unis comptaient moins de 5 000 gouvernements privés gérant des communautés exclusives, emmurées ou non. En 1970, ils étaient passés à 10 000. En 1994, 130 000 de ces gouvernements privés sont alors recensés, tandis qu'ils passent à 205 000 en 1999. Ce sont, à cette même époque, 42 millions d'Américains qui vivent sous un gouvernement local privé<sup>2</sup>.

Ces complexes d'habitation ont non seulement pour particularité d'être emmurés, mais peut-être plus particulièrement de remettre en question une certaine vision de la vie sociale. En effet, un débat important s'est peu à peu engagé : d'un côté, on critique la fracture sociale et la sécession urbaine, de l'autre, on vante les mérites d'un possible recentrage autour de valeurs communautaires et de la sécurité qu'apportent ces ensembles résidentiels.

Ainsi, les *gated communities* jouent un rôle paradoxal dans l'évolution de la ville. Alors que certains croient au développement d'un idéal communautaire à l'intérieur des quartiers emmurés, on y déplore du même coup l'exclusion de la majeure partie de la population de ces nouvelles communautés. De plus, alors que les promoteurs vantent les aspects sécuritaires des *gated communities*, on repousse la criminalité vers les quartiers pauvres. Alors que l'on perçoit les *gated communities* comme un vecteur de développement urbain permettant la perception de nouvelles taxes, on remarque que ces communautés sont fondées par un idéal de privatisation des services publics du type « usager payeur ».

Ces *gated communities* que nous nous proposons d'étudier dans ce document sont donc en voie de chambouler les idées de sécurité, de communauté, de solidarité et d'identité. Nous verrons que l'implantation massive de ces communautés, à partir des années 1990, a apporté des transformations majeures du tissu social, dont découlent un repli identitaire et une fracture de la solidarité. Ces transformations influencent la demande de sécurité, un mouvement de privatisation de l'espace public et une sanctuarisation sécessionniste de quartiers entiers. Notre hypothèse est la suivante. **La recherche de sécurité, thème central dans l'apparition des *gated communities*, s'articule autour de trois enjeux. Tout d'abord la volonté de créer un environnement sécuritaire pour les enfants, ensuite la peur de la criminalité et finalement, la peur de l'Autre alimentée par la fragmentation sociale.**

Le plan que nous suivrons est le suivant. Nous aborderons tout d'abord le concept de *gated community* pour ensuite nous attarder à la question sous un angle historique, permettant de définir les *gated communities* comme une évolution des ensembles suburbains. Ensuite, nous nous intéresserons à l'environnement social créé par ces communautés : la sécession urbaine créée par des impératifs économiques, l'idéal communautaire comme moteur d'un

<sup>1</sup> Robert E. LANG et Karen A. DANIELSEN, « Gated communities in America : Walling out the world », *Housing Policy Debate*, vol. 8, n° 4, 1997.

<sup>2</sup> Chris WEBSTER, « Gated cities of to-morrow », *Town planning review*, vol. 72, n° 2, 2001.

repli identitaire et finalement l'influence du discours de l'insécurité, par rapport aux trois enjeux énoncés dans l'hypothèse.

Le lecteur voudra noter que bien que la majorité des récentes évolutions dans le domaine des *gated communities* proviennent des États-Unis, et particulièrement de la Californie, nous tenterons de mettre à profit les expériences européennes dans ce domaine afin de se donner une perspective plus large. Malgré cette précaution de varier les exemples, il n'en demeure pas moins que l'exemple américain, et plus particulièrement les transformations récentes du comté de Los Angeles, fait office de figure de proue du phénomène moderne (certains diront post-moderne) des *gated communities* et de la sécession urbaine qui en découle. En effet, la *gated community* américaine est « érigée en modèle, non au sens d'un idéal à reproduire, mais plutôt comme un stéréotype ou un référentiel de la fermeture résidentielle<sup>3</sup>. »

---

<sup>3</sup> Gérald BILLARD, Jacques CHEVALIER et François MADORÉ, *Ville fermée, ville surveillée. La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 7.

# Le concept de *gated community*

## Le choix des termes

Le phénomène des *gated communities* a été décliné sous plusieurs appellations particulièrement en français où aucun terme ne peut faire justice à la portée de l'appellation anglaise. En effet, bien que les *gated communities* soient des quartiers privés, le terme *communauté privée* utilisé dans le titre de l'ouvrage met l'accent sur la privatisation de l'espace public, sans toutefois prendre en considération la fermeture physique au moyen d'une barrière et les murs qui les entourent. Comme le note Le Goix, le terme de *communauté fermée* n'est pas non plus adéquat pour affirmer que la fermeture n'est pas seulement sociale, mais bien physique. L'utilisation du terme *communauté fortifiée* donne au terme un côté davantage agressif et donne l'image d'une ville médiévale, ce que la *gated community* n'est pas tout à fait. Un des seuls textes québécois à s'intéresser à la question traite pour sa part d'*enclave résidentielle*<sup>4</sup>. Si le terme est juste dans une perspective géographique, il ne fait pas explicitement référence à la notion d'emurement et de communauté.

Quant à l'utilisation du terme communauté, il n'est pas non plus le même qu'il peut l'être en anglais, particulièrement lorsque l'on fait référence à la société américaine. En effet, dans une perspective américaine, le terme communauté renvoie souvent à une conception aussi politique que civique de la proximité. La communauté fait écho à un idéal de vie en société à l'échelle locale, que ce soit l'image idéalisée de la banlieue, d'une petite ville ou d'un quartier dont on peut distinguer les limites géographiques. Mais surtout, « le terme *gated community*, dont l'usage est attesté par la littérature et surtout par la promotion immobilière, devient incontournable. Son

<sup>4</sup> Anne-Marie SÉGUIN, « Les enclaves résidentielles : des gouvernements privés qui menacent la cohésion sociale au niveau local? », communication présentée lors du colloque de l'ASRDLF, 21-23 août 2002.

histoire appellera un certain développement, parce qu'elle est récente et ne caractérise que la période la plus contemporaine de l'évolution spatiale et sociale de ce phénomène de fermeture résidentielle, après les années 1970<sup>5</sup>. »

La nouveauté du phénomène et le petit nombre d'analyses écrites à ce jour sur les *gated communities* rendent difficile la définition de ces quartiers, d'autant qu'ils présentent certes des ressemblances, mais aussi des caractéristiques particulièrement différentes<sup>6</sup>. Ainsi, la documentation traitant de *gated communities* ne distingue pas nécessairement les communautés où les entrées sont gardées par un ou plusieurs agents de sécurité, de celles qui n'ont qu'un accès automatisé au moyen d'une carte ou de celles qui ne sont qu'entourées par un mur sans que des restrictions viennent entraver l'entrée des visiteurs. De plus, les *gated communities* ont entre elles de nombreuses différences de statuts, autant légalement (certaines sont des quartiers, d'autres des projets domiciliaires restreints alors que certaines autres sont municipalisées) que symboliquement. En effet, une *gated community* très riche des environs de Californie n'a pas le même impact qu'une communauté de classe moyenne de l'Arizona ou qu'un quartier pour personnes retraitées en Floride.

## Des traits particuliers aux *gated communities*?

Tout d'abord, les *gated communities* sous-tendent une **idéologie néo-libérale** de la provision des services publics et la définition des solidarités. Depuis les années 1980, les différents gouvernements ont été

<sup>5</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, op. cit., p. 13.

<sup>6</sup> Le nombre d'analyses empiriques sur le phénomène des *gated communities* a tout de même connu un engouement certain au cours des dernières années, depuis la parution de l'ouvrage de Blakely et Snyder et la création d'un réseau de recherche sur la question par Georges Glasze de l'Institut géographique de Mayence (Allemagne). Malgré l'engouement, il demeure que la littérature est récente et qu'elle ne bénéficie pas d'un recul important.

animés par une vision marchande qui affirme que le secteur public ne peut et ne doit pas fournir un vaste éventail de services. Les *gated communities* sont directement tributaires de cette vision privatisante de la vie en société où la méfiance envers la provision de services publics amène les citoyens à prendre en charge l'intendance et la sécurité de leur quartier, mais aussi à se réunir en association de propriétaires, véritable moteur politique de ces communautés. La loi du contrat y est l'autorité suprême, les droits à la propriété et les valeurs de la propriété y sont le centre de la vie communautaire et l'homogénéité, l'exclusivité et peut-être même l'exclusion y sont les fondations de l'organisation sociale. Bref, pour ceux qui les habitent, les *gated communities* sont essentiellement une façon du marché de suppléer aux manques du secteur public<sup>7</sup>.

Ensuite, les *gated communities* s'implantent souvent en **réaction à l'évolution des banlieues**. Ainsi, alors que ces banlieues d'après-guerre étaient principalement des villes dortoirs, elles ont évolué en une forme urbaine de faible densité. Une banlieue compte désormais bon nombre d'entreprises, de commerces, de centres de divertissement et, de plus en plus, de citoyens à faibles revenus et de groupes de minorités ethniques. Les *gated communities* s'implantent majoritairement dans les endroits où la construction résidentielle est la plus forte, c'est-à-dire autour de la *Sun Belt* des États du Sud et de l'Ouest américain. Elles offrent aux nouveaux propriétaires une vision, un idéal – peut-être une mise en scène – d'un havre de paix loin des métropoles chaotique<sup>8</sup>. Mais la recherche d'une vision idéalisée de la banlieue américaine se fait aussi par la recherche d'une certaine **exclusivité** qui ne peut être détachée de l'exclusion d'une partie de la population<sup>9</sup>.

L'aspect qui rapproche le plus les *gated communities* et à propos duquel les auteurs semblent faire consensus est la **recherche de la sécurité**. Bien que ces communautés partagent des conceptions économiques et résidentielles co-munes, il demeure que la sécurité est l'argument le plus évoqué dans la construction des *gated communities*. En effet, ce sont les procédés sécuritaires mis en place dans les *gated communities* qui les distinguent le plus des banlieues normales : contrôle électronique de l'accès, autodéfense (alarmes, chiens de garde, « armed response »), surveillance communautaire, force de police privée.

Dans son ouvrage phare sur Los Angeles, l'urbaniste Mike Davis affirme que de « Pacific Palisades à Silverlake, il n'est pratiquement pas de quartier aisé qui, par le biais de son association de propriétaires, n'ait passé contrat avec une police privée. [...] Pendant les années quatre-vingts, les entreprises de sécurité du comté de Los Angeles ont vu tripler leur chiffre d'affaires et leur personnel (ce dernier passant de 24 000 à 75 000 salariés)<sup>10</sup>. »

Dans les années 1990, l'implantation des *gated communities* à Los Angeles suit la tendance générale de l'architecture à emprunter un aspect résolument sécuritaire, voire militaire ou même carcéral. Cet esprit sécuritaire se manifeste non seulement dans la revitalisation du centre-ville, qui évacue les espaces piétonniers et les transports en commun au profit des voitures et des stationnements souterrains, mais qui organise une évacuation des éléments « indésirables » – essentiellement les sans-abri – par une série de mécanismes architecturaux. Des bancs arrondis inconfortables empêchant de s'y allonger, des systèmes d'arrosage des pelouses fonctionnant au hasard durant la nuit, le démantèlement de toutes les toilettes publiques au profit des endroits semi-publics comme les restaurants ou les centres d'achats, que seuls les consommateurs de classes moyennes et supérieures peuvent utiliser, contrairement aux sans-abri, tous

<sup>7</sup> Chris WEBSTER, « Gated cities... », *op. cit.*

<sup>8</sup> Robert E. LANG et Karen A. DANIELSEN, « Gated communities in America : Walling out the world », *Housing Policy Debate*, vol. 8, n° 4, 1997, p. 869.

<sup>9</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>10</sup> Mike DAVIS, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 2000, p. 225.

ces procédés permettent de réserver le centre-ville aux « citoyens respectables<sup>11</sup>. »

### Des définitions de *gated communities*

Certains auteurs tentent de définir les *gated communities* à l'aune de traits techniques ou légaux, comme la question de la copropriété du quartier, la présence d'une association de propriétaires ou le caractère municipal ou non de la communauté. Par contre, ces dimensions légales ou réglementaires ne sont pas particulières aux *gated communities*; de nombreuses banlieues ou même des projets domiciliaires à haute densité – comme des immeubles de condominiums – sont régis par les mêmes genres de règles. En effet, comme l'écrit Le Goix, « ni le statut juridique, ni les références architecturales, ni un mode de financement spécifique ne permettent de distinguer la spécificité des *gated communities*<sup>12</sup>. » Ainsi, des facteurs comme la co-propriété, la recherche de l'exclusivité ou la logique sécuritaire sont présents à des degrés divers d'une communauté à l'autre. Mais, « ce qui différencie les *gated communities* tient dans la **présence d'une enceinte** et de la garantie de l'exclusivité, et dans la cible sociologique d'un marché offrant à la fois une **résidence**, des services de **sécurité** et des activités de **loisir**<sup>13</sup>. »

Billard, Chevalier et Madoré définissent le dénominateur commun de toutes les *gated communities* par la présence des caractéristiques suivantes : « la fermeture totale du complexe d'habitat par un dispositif physique (mur ou clôture) qui le constitue en isolat clos, le contrôle des accès par le recours à un arsenal technologique [...], humain [...] ou une combinaison des deux [et] enfin, un principe d'auto-administration d'ampleur très variable d'un contexte géographique à l'autre [...]»<sup>14</sup>. »

Ces murs sont probablement le facteur le plus déterminant, ou du moins le plus facilement identifiable dans la définition d'une *gated community* :

Des quartiers résidentiels dont l'accès est contrôlé, et dans lesquels l'espace public est privatisé. Leurs infrastructures de sécurité, généralement des murs ou grilles et une entrée gardée, protègent contre l'accès des non-résidents. Il peut s'agir de nouveaux quartiers ou de zones plus anciennes qui se sont clôturées, et qui sont localisés dans les zones urbaines et périurbaines, dans les zones les plus riches comme les plus pauvres [...]. Il ne s'agit pas ici de complexes d'appartements à hautes densités et d'immeubles en co-propriété avec digicode ou concierge dans lesquels les portes et les gardiens n'interdisent l'accès qu'au hall, aux couloirs et aux parkings. Les *gated communities* sont différentes : leurs murs et clôtures interdisent l'accès public aux rues, trottoirs, parcs, rivières, chemins, terrains de jeux – l'ensemble des structures qui sinon seraient ouvertes et partagées par l'ensemble des citoyens d'une localité<sup>15</sup>.

Toujours, selon Blakely et Snyder, auteurs de la première monographie d'importance consacrée aux *gated communities*,

Les portes et les clôtures construites autour des communautés représentent plus qu'une barrière physique. Les *gated communities* incarnent un ensemble de tensions : entre les

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 206-216.

<sup>12</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>13</sup> *Loc. cit.* L'accentuation des termes est ajoutée.

<sup>14</sup> Gérald BILLARD, Jacques CHEVALIER et François MADORÉ, *Ville fermée, ville surveillée...*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>15</sup> Edward J. BLAKELY et Mary Gail SNYDER, *Fortress America. Gated communities in the United States*, Washington, Brookings Institution Press, 1997, p.2. Traduction de Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis. Morceaux de villes ou territoires à part entière?*, Université de Paris I Panthéon – Sorbonne, U.F.R de Géographie, Thèse de doctorat, 2003, p.3.

aspirations exclusivistes fondées par la peur et la protection des privilèges et les valeurs des responsabilités civiles; entre la mode vers la privatisation des services publics et les idéaux du bien commun et de l'État providence; entre les besoins d'outils de contrôle personnels et communautaires de l'environnement et les dangers d'exclure des concitoyens<sup>16</sup>.

### Pourquoi habiter une *gated community*?

Les raisons de vouloir une communauté privée ou une *gated community* sont variables. La première formulée par Webster est la recherche de sécurité, particulièrement aux États-Unis mais aussi dans les pays en voie de développement. Les *gated communities* seraient ainsi un rempart de protection face au dysfonctionnement des sociétés de plus en plus incapables de partager les richesses et de contrer les inégalités. Toutefois, Webster évoque certaines autres raisons afin d'expliquer la popularité des *gated communities* : la volonté des citoyens de reprendre le contrôle sur leur environnement, de choisir et de contrôler plus efficacement leurs services publics, de s'assurer une certaine exclusivité, en plus de succomber à un certain effet de mode<sup>17</sup>.

La construction de *gated communities* partout dans le monde est favorisée par certaines variables : des promoteurs innovateurs, un marketing agressif, des

gouvernements municipaux accommodants ou trop faibles pour s'opposer à ce genre de développement et une demande générale pour un meilleur niveau de vie urbain. Contrairement à la croyance populaire, les *gated communities* ne sont pas seulement réservées à la couche la plus riche de la société, particulièrement aux États-Unis. En effet, la classe moyenne demeure le plus grand marché pour les promoteurs immobiliers des communautés fermées. Une estimation de la population vivant dans les *gated communities* de Phoenix, en Arizona, avance les chiffres de 13 % de résidents des classes supérieures, une grande majorité provenant de la classe moyenne et de seulement 2 % des classes les moins bien nanties<sup>18</sup>.

Gary Pivo, du Département de la planification et de l'aménagement urbain de l'Université de Washington, avance que les *gated communities* amènent le développement d'un sens accru de « communauté ». Selon lui, les résidents de ces communautés ont plutôt tendance à voter en bloc et souvent de façon différente des autres quartiers de la ville. De plus, Pivo affirme que l'emmurement de certaines communautés pourrait ralentir le mouvement d'étalement urbain plutôt que de l'accélérer comme on l'affirme souvent. Il explique cette proposition par le fait que les *gated communities* sont à même d'offrir la sécurité – ou du moins une apparence de sécurité – recherchée par certains citoyens qui autrement se seraient éloignés des centres urbains. De plus, le fait que les *gated communities* soient emmurées, il est possible de les ériger près des routes primaires, par exemple des autoroutes, puisque les murs réduisent le bruit provenant de la circulation dense. Ainsi, les *gated communities* permettent une meilleure occupation urbaine, par exemple en transformant l'habitude de ne conserver les terrains exposés au bruit des routes majeures que pour les développements « pauvres »<sup>19</sup>.

<sup>16</sup> Edward J. BLAKELY et Mary Gail SNYDER, *Fortress America*, op. cit., p.3. Notre traduction. « Gates and fences around neighborhoods represent more than simple physical barriers. Gated communities manifest a number of tensions: between exclusionary aspirations rooted in fear and protection of privilege and the values of civic responsibility; between the trend toward privatization of public services and the ideals of the public goods and general welfare; and between the need for personal and community control of the environment and the dangers of making outsiders of fellow citizens. »

<sup>17</sup> Chris WEBSTER, « Gated cities... », op. cit.

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> Robert E. LANG et Karen A. DANIELSEN, « Gated communities in America... », op. cit., p. 873-874.

Toutefois, la décision d'habiter une *gated community* s'explique souvent par quelques facteurs : prestige associé à ces nouveaux ensembles résidentiels, valeur des maisons assurée par la fermeture et les règlements stricts, sentiment de sécurité inspiré par le cloisonnement, vie communautaire idéalisée<sup>20</sup>.

## Les origines des *gated communities*

Les *gated communities* sont parfois comparées aux villes fortifiées de l'antiquité et du Moyen Âge. Toutefois, historiquement, la comparaison n'est pas adéquate. Tout d'abord, comme le mentionne Le Goix, le château fort ou la ville fortifiée étaient majoritairement des bâtiments à fonction militaire, qu'elle soit offensive ou défensive. Les fortifications des villes avaient aussi comme mission d'affirmer la puissance et le pouvoir d'une ville, tout en servant d'abris en période de guerre, pour les habitants de faubourgs comme pour ceux qui demeuraient à l'intérieur des murs. Mais, surtout, « derrière les remparts des villes apparemment closes demeure toutefois l'idée de la ville. Si l'accès est contrôlé, l'espace à l'intérieur n'est pas fermé, mais au contraire favorise les affaires, les échanges et la sociabilité, symbolisés dans les rues commerçantes et les places où l'on se rassemblait tantôt pour les festivités, tantôt pour rendre justice<sup>21</sup>. » Ainsi, il est difficile de faire le lien avec les *gated communities* qui visent à consommer la séparation physique et sociale. Il demeure toutefois que les villes médiévales emmurées pouvaient créer un sentiment d'unité et de sécurité,

deux fonctions partagées par les *gated communities*<sup>22</sup>.

Il demeure tout de même que les véritables inspirations des *gated communities* actuelles sont plus récentes. Elles prennent racines aux États-Unis et dans l'Angleterre victorienne.

## La banlieue romantique américaine

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la première communauté privée américaine, *Llewellyn Park*, est érigée au New Jersey par un riche entrepreneur. La formule est aujourd'hui classique : un cadre bucolique pour les mieux nantis voulant échapper à l'air malsain de la ville après le travail. Les transports urbains et les routes périurbaines permettent désormais aux personnes travaillant en ville de quitter facilement pour rejoindre leur pavillon dans un quartier construit de toute pièce, planifié pour plaire au goût d'un public cible clairement défini. Non seulement le plan du quartier avec ses rues à culs de sac et sa version romantique de la « nature » est-il encore d'actualité, mais la philosophie sécessionniste, exclusiviste et sécuritaire inspirant cette retraite fermée pour l'aristocratie économique de New York est sensiblement la même aujourd'hui<sup>23</sup>. L'idée générale est non seulement d'échapper à l'insécurité de la ville mais de construire une banlieue neuve, idéale et romantique s'opposant à la ville souillée et à la vie des affaires qui y est menée. « Dès la fondation de la nation, ces concepts mettent en exergue un idéal de fermeture et de limites dans le développement urbain d'un pays neuf. Les architectes, idéologues et pères de la nation ne cherchent-ils pas à opposer la ville à la campagne, le public et le privé, les affaires et l'intime, le contingent et le spirituel<sup>24</sup>? » Pour reprendre la thèse de Marienstras, les *gated communities*, et ce, dès leurs origines, s'inscrivent dans la lignée de l'opposition

<sup>20</sup> D. Kirstin MAXWELL, « Gated communities : selling the good life », *Moving minds : our urban challenge*, Conférence présentée à l'Institut canadien des urbanistes, Toronto, 13 juillet 2004. Blakely et Snyder utilisent une topologie semblable en parlant de trois types de *gated communities* : communautés de « style de vie », communautés de prestige et communauté de sécurité. Edward J. BLAKELY et Mary Gail SNYDER, *Fortress America*, *op. cit.*

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>22</sup> Setha LOW, *Behind the gates...*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>23</sup> Le romantisme des banlieues du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle est dépeint dans Richard WALKER, *Classy City : residential realms of the Bay Region*, Berkeley, University of California, 2002, p. 11.

<sup>24</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, *op. cit.*, p. 57.

entre civilisation et sauvagerie : un espace fermé, clôturé et sécurisé permettant de sauvegarder la civilisation face à un espace public urbain où la sauvagerie règne<sup>25</sup>.

*Llewellyn Park* constitue toutefois, à l'époque, une très rare exception dans le paysage américain. En effet, cette *gated community* avant la lettre est un des seuls ensembles résidentiels véritablement fermé. Toutefois, de par sa conception comme le premier complexe résidentiel planifié, *Llewellyn Park* conserve une importance symbolique. Cet ensemble résidentiel jette non seulement les bases de la *gated community* telle que nous la connaissons aujourd'hui, mais aussi celles de la banlieue qui se développera tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, particulièrement durant les années d'après-guerre : « un tracé des rues qui favorise de faibles densités et une insertion dans un espace naturel; la mise en valeur de l'environnement naturel; la réglementation qui garantit la stabilité et l'homogénéité sociale du quartier; l'exclusivité et la sécurité de celui-ci, enfin<sup>26</sup>. »

*Llewellyn Park* est suivi par d'autres complexes résidentiels fermés d'importance au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, quoique en nombre assez restreint. Ainsi, New York voit l'apparition de *Tuxedo Park* et *Sea Gate* à Brooklyn. De façon intéressante, ce dernier complexe est le premier à adopter une police privée en 1899. La Ville de Saint-Louis opte quant à elle pour une kyrielle de rues privées et non de communautés entières derrière des murs<sup>27</sup>.

En plus de l'inspiration romantique de *Llewellyn Park*, les villes privées d'aujourd'hui sont une incarnation récente de l'utopie des cités-jardins de Ebenezer Howard (1902) et de son ouvrage *Garden cities of tomorrow*. La vision de Howard inspirée par des idéaux égalitaristes de

propriété propose un transfert des gens et des usines en dehors des grandes villes. Son but était de mettre en place des villes privées plus petites et plus humaines que les grandes villes de l'époque victorienne. Son approche des villes privées ne se voulait pas comme une volonté de réclusion, mais plutôt comme un moyen libéral d'améliorer les conditions prévalant dans les villes industrielles<sup>28</sup>. Malgré cette différence fondamentale, l'utopie de Howard marquait une des premières théorisations de la sécession urbaine.

## Les ghettos dorés et les enclosures

En Europe, certaines incarnations contemporaines des banlieues fermées américaines voient aussi le jour. Outre certaines cités-jardins édifiées dans les alentours de Londres au début du XX<sup>e</sup> siècle, les environs de Paris voient l'apparition d'un nombre important de rues privées et d'ensembles résidentiels fermés. L'enclosure urbaine européenne est fondée sur la classe sociale et les complexes immobiliers y sont encore désignés sous le nom de « ghettos dorés »<sup>29</sup>.

Historiquement, les *gated communities* pourraient trouver un reflet dans le mouvement des enclosures, particulièrement en Angleterre à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Les enclosures se définissent comme un mouvement général de la bourgeoisie et de l'aristocratie terrienne anglaise de dépossession des paysans afin de cultiver la terre selon les méthodes modernes, dans un but d'accumulation du capital. L'érection de clôtures autour des terres nouvellement acquises marque la séparation physique entre les propriétaires terriens et les paysans dépossédés, un peu à la manière des barrières érigées autour des *gated communities*. Toutefois, alors que les *gated communities* constituent une appropriation « communautaire », ou du moins commune d'un lieu public, les enclosures suivent davantage une logique d'appropriation individuelle. Malgré tout, il demeure que les

<sup>25</sup> Élise MARIENSTRAS, *Les mythes fondateurs de la nation américaine, Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'Indépendance (1763-1800)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.

<sup>26</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, op. cit., p. 60.

<sup>27</sup> Setha LOW, *Behind the gates...*, op. cit., p. 14.

<sup>28</sup> Chris WEBSTER, « Gated cities... », op. cit.

<sup>29</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, op. cit., p. 68.

*gated communities*, même gérées par des associations de propriétaires, conservent cette dimension individualiste qui s'exprime de trois façons : l'affirmation politique de la souveraineté sur un territoire, la création d'une frontière physique et des transformations économiques et managériales dues à la prolifération des espaces fermés<sup>30</sup>.

Ce sont toutefois les années 1960 et 1970 qui voient toutefois l'émergence de *gated communities* comme mode d'habitation de masse pour les classes moyennes et aisées, notamment aux États-Unis. Les premières incarnations d'après-guerre visaient généralement les clientèles de retraités fortunés qui voulaient s'offrir une vie dans les climats plus cléments de Californie, du Texas, de l'Arizona et de la Floride. Les *gated communities* se sont ensuite propagées vers la quasi-totalité des États-Unis, notamment dans les États du nord-est où elles avaient connu leurs premières formes dans les années 1850. Ainsi, alors qu'ils étaient pratiquement inexistantes dans les années 1980, les murs sont pratiquement devenus la norme dans les années 1990 dans des endroits comme Long Island, dans l'État de New York<sup>31</sup>.

### Un idéal sécessionniste

Malgré l'implantation de nombreuses *gated communities* destinées aux classes moyennes, il n'en demeure pas moins que le phénomène est inspiré par un idéal de richesse et d'exclusivité. Au centre de ces quartiers fermés, la question de l'exclusion des classes laborieuses, des classes dangereuses et des éléments « indésirables » de la société est primordiale. Les *gated communities* suivent le modèle californien de la sécession urbaine afin de marquer l'exclusivité et la séparation entre les quartiers fermés et ceux qui demeurent publics.

« Au sein même de la communauté nationale américaine, l'idée de sécession

prend sa source dans le constat du creusement des inégalités entre les plus pauvres et les plus riches<sup>32</sup>. » Comme l'a illustré Davis dans *City of Quartz*, les communautés les mieux nanties – peuplées par ceux que Le Goix décrit comme faisant partie des *symbolic analysts*, « c'est-à-dire ceux dont le métier est d'analyser et de manipuler les symboles (consultants, cadres, avocats, chercheurs...) »<sup>33</sup> – suivent un long processus de sécession urbaine<sup>34</sup>. En effet, notamment en Californie et dans le comté de Los Angeles, des communautés dirigées par des associations de propriétaires négocient la séparation de leur quartier de la ville et contractent certains des services publics au comté. Ainsi, les associations de propriétaires se substituent aux gouvernements locaux et prennent en charge bon nombre de services publics, notamment ceux ayant trait à la sécurité.

La ville se trouve morcelée et les endroits publics diminuent sans cesse. L'association de propriétaires agit comme un syndicat corporatif : elle cherche la maximisation de profit pour ses membres : « elle est [...] alimentée par l'obsession des propriétaires, dont la principale valeur politique se résume à l'entretien et à l'amélioration de l'aspect et de la valeur immobilière de la propriété, au point que cette protection de l'investissement immobilier est le ferment de multiples associations d'intérêt<sup>35</sup>. »

La sécession urbaine qui est la base de bon nombre de *gated communities* – peut-être même le fondement du phénomène puisque la clôture vise principalement une sécession physique – porte non seulement un poids symbolique, mais un poids social. Au point de vue symbolique, la question de sécession aux États-Unis renvoie automatiquement à la guerre de Sécession et à la guerre civile, où les intérêts irréconciliables du Nord et du Sud ont causé la

<sup>30</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, op. cit., p. 39-40.

<sup>31</sup> Setha LOW, *Behind the gates...*, op. cit., p. 15.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>33</sup> *Loc. cit.*

<sup>34</sup> Mike DAVIS, *City of Quartz...*, op. cit., voir le chapitre « La révolution des *nimbies* », p. 137-202.

<sup>35</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, op. cit., p. 22.

séparation des États confédérés sudistes. Ainsi, parler de sécession urbaine aux États-Unis implique nécessairement une fracture entre des conceptions antagonistes. Ces derniers sont politiques et sociaux, certes, mais ils demeurent pour la plupart du temps fondamentalement économiques. La sécession d'un quartier et sa transformation en *gated communities* ont surtout servi à assurer la valeur des investissements immobiliers, en empêchant notamment la perte de contrôle du zonage ou la construction de logements sociaux à proximité des demeures luxueuses. Dans le cas des *gated communities*, la sécession est souvent le prélude à la ségrégation, c'est-à-dire à la séparation de catégories de population<sup>36</sup>. « Nous » sont les habitants de la communauté emmurée tandis que les « Autres » sont le reste de la population à l'extérieur des murs; les *gated communities* ne sont donc que la mise en marché de la ségrégation urbaine<sup>37</sup>.

Toujours est-il que les *gated communities* sont une illustration supplémentaire de villes de plus en plus polarisées et fragmentées. D'un côté, les quartiers de centres urbains, « anciens ghettos raciaux se transforment en ghettos d'exclusion et d'abandon de classe à forte composante ethnique, associant une paupérisation croissante à une forte criminalité<sup>38</sup> », ce que Davis appelle les quartiers laissés pour compte dans l'endiguement de la criminalité<sup>39</sup>. De l'autre côté, les banlieues sécessionnistes et les quartiers des affaires se retranchent derrière des murs et des procédés architecturaux réduisant l'accès à l'espace public, ou du moins à ce qui était encore récemment considéré comme tel. « Dans la ville post-industrielle, le ghetto est

enfermé dans ses murs (« walled in ») quand les citadelles et les enclaves excluent par leurs murs (« walled out »)<sup>40</sup>. »

Certains auteurs traitent de cette ségrégation urbaine comme d'une transformation de la ville post-moderne en une succession de parcs thématiques où les fonctions de surveillance jouent un rôle primordial. « Chaque polygone, chaque enclave, fonctionne alors comme un parc à thème : il s'agit d'architectures idéalisées réduites à des commodités (produits de grande consommation), mettant en avant un cadre de vie périurbain idéalisé, dans les quartiers résidentiels, les centres commerciaux, les centres d'affaires ou les zones de loisirs elles-mêmes<sup>41</sup>. » En effet, il semble que l'idée de la transformation urbaine fondée sur les quartiers fermés conçus sur mesure pour des clientèles cibles s'organise sous les mêmes termes qu'un parc thématique. La vision idéalisée de la vie en communauté est mise en scène à l'aide de murs, afin d'éloigner les éléments discordants, de mesures de sécurité sophistiquées et de design imitant des ailleurs exotiques ou stéréotypés. Cette situation n'est toute-fois pas nécessairement récente.

## L'idéal suburbain d'après-guerre

La configuration actuelle des banlieues américaines dont découlent la majorité des *gated communities* provient du modèle idéal typique de la banlieue d'après-guerre. Dessinée pour la famille nucléaire réduite d'une société moderne et industrialisée, la banlieue est l'achèvement de la conception fordiste. D'un point de vue d'urbanisme, les banlieues californiennes des années 50 représentent l'avant-garde de la sécession urbaine.

Un arrêt de la Cour suprême des États-Unis interdit en 1948 l'exclusion de personnes basée sur la race ou la couleur de la peau pratiquée par certaines associations de propriétaires depuis plusieurs décennies. Ces

<sup>36</sup> Eric J. Hobsbawm parle d'un « égoïsme collectif de la richesse » qui reflète les disparités économiques entre les pays, les régions. En ce sens, les *gated communities* font écho à la disparité économique entre le Nord et le Sud, ainsi qu'à la « répugnance des régions riches à subventionner les pauvres ». Eric J. HOBSBAWM, *L'âge des extrêmes. Histoire du Court XX<sup>e</sup> siècle*. Éditions Complexe, 1994, p. 555-556.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>39</sup> Mike DAVIS, *City of Quartz...*, *op. cit.*, p. 226-229.

<sup>40</sup> Renaud LE GOIX, *Les « Gated Communities » aux États-Unis...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 37

associations veulent donc trouver un moyen de conserver l'homogénéité ethnique de leur quartier sans pouvoir désormais interdire l'accès à la propriété aux minorités ethniques. Certaines associations se tournent vers l'exemple de communautés municipalisées, comme Beverly Hills, en adoptant un code d'urbanisme très strict ne permettant la construction que de domaines hors de prix. Les classes moyennes commencent quant à elles leur exode vers les banlieues extra urbaines construites à même les territoires agricoles non municipalisés. Les pressions des nouvelles associations de propriétaires et la peur des villes centrales de perdre leur population permettent l'adoption du Lakewood Plan prévoyant la création de banlieues jouissant d'une fiscalité beaucoup plus légère tout en prévoyant la desserte des services par le comté. Dans le cas de Los Angeles, alors que les « edge cities » se transforment en profitant de ces incitatifs fiscaux, les résidents pauvres de la ville ne profitant pas d'une grande mobilité se retrouvent à supporter une plus grande pression fiscale pour aider l'établissement des banlieues cossues. Ainsi, dès les années 1950, l'ensemble de la population du comté de Los Angeles a contribué à l'établissement d'ensembles résidentiels qui en retour se sont vu accorder des avantages fiscaux importants<sup>42</sup>.

En six ans, soit de 1954 à 1960, ce sont 26 nouvelles *minimal cities* issues du Lakewood Plan qui voient le jour dans le comté de Los Angeles. À partir de cette époque, la multiplication des banlieues éloignées de classe moyenne blanche amorce la désertion du centre urbain de Los Angeles. Les quartiers centraux sont peu à peu délaissés par la population blanche aisée transformant le paysage social de la ville en augmentant la proportion de locataires et de personnes à faible revenu. « L'« effet Lakewood » et le renforcement de l'inégalité dans l'accès à la propriété depuis les années soixante ont accéléré la polarisation du comté de Los Angeles entre deux zones urbaines, celle qui accueille les propriétaires de maisons individuelles (dont

la majorité habitent des *minimal cities* à fiscalité allégée) et celle où vivent les locataires (de façon prédominante dans les secteurs urbains les plus anciens où les charges fiscales sont les plus lourdes)<sup>43</sup>. »

## Un phénomène global

Bien que le phénomène des *gated communities* soit particulièrement inspiré de l'expérience américaine, il n'en demeure par moins que ces communautés se retrouvent un peu partout dans le monde.

Aux **États-Unis**, pays des *gated communities* modernes par excellence, celles-ci sont majoritairement situées dans la *Sun Belt*, principalement en Floride, Californie, Arizona et Texas. On retrouve toutefois de plus en plus de ces communautés dans les métropoles du Nord et du Nord-Est américain, notamment à New York, Détroit et Chicago<sup>44</sup>. La grande majorité de ces communautés sont situées dans les zones suburbaines, constituant une nouvelle évolution de la mythique banlieue américaine<sup>45</sup>. Les données les plus récentes font état de plus de quatre millions de ménages demeurant dans des *gated communities*, soit plus de 16 millions de personnes. Dans les États de l'Ouest, la proportion de personnes vivant dans ces communautés atteint 11 %, alors qu'elle est de près de 7 % dans le Sud, de 3,1 % dans le Nord-Est et de 2,1 % dans le Midwest<sup>46</sup>. Bien que les complexes de *gated communities* puissent se retrouver partout dans le monde, ils représentent aux États-Unis une moyenne de 10 % des nouvelles constructions et plus de 30 % dans les zones urbaines de grandes superficies (*sprawling urban areas*)<sup>47</sup>.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 16-18.

<sup>45</sup> David BROOKS, « Les banlieues, dernières frontières du melting-pot », *Made in Bush, Courrier International*, Hors-Série Société, juin-juillet-août 2004, p. 99-101.

<sup>46</sup> Setha LOW, *Behind the gates. Life, security, and the pursuit of happiness in Fortress America*, New York, Routledge, 2003, p. 15.

<sup>47</sup> Renaud LE GOIX, « Gated communities sprawl... », *op. cit.*, p. 1.

<sup>42</sup> Mike DAVIS, *City of Quartz...*, *op. cit.*, p. 150-152.

Au **Canada**, les *gated communities* ne sont que très peu répandues. Elles se concentrent pour la plupart dans le sud de la Colombie-Britannique et en Ontario. En Colombie-Britannique, on trouve ces communautés sur l'île de Vancouver, dans certaines banlieues bordant la ville de Vancouver et dans la vallée de l'Okanagan. Sur les 241 communautés privées recensées au Canada en 2003, plus de la moitié sont en Colombie-Britannique<sup>48</sup>. Toutefois, les nouvelles *gated communities* canadiennes ne se comparent pas avec leurs homologues américaines. Moins équipées, elles constituent davantage un produit de consommation destiné à des clientèles variées qu'un véritable emmurement sécuritaire<sup>49</sup>.

La définition donnée par Grant concernant les *gated communities* canadiennes diffère légèrement de celle présentée plus haut, dont les nuances amoindrirent l'idéal sécuritaire des communautés privées américaines : « les *gated communities* sont des développements immobiliers construits sur des routes privées fermées au trafic public fermées à son entrée principale par une barrière. Ces développements peuvent être entourés par des clôtures, des murs ou une barrière naturelle qui limitent l'accès du public<sup>50</sup>. » Seul le Nouveau-Brunswick interdit les *gated communities* par le *Condominium Property Act* de 1969 qui empêche l'érection d'une clôture autour de complexes résidentiels. Mis à part le Nouveau-Brunswick, les *gated communities* sont absentes de l'est canadien, c'est-à-dire du **Québec**<sup>51</sup>, de

Terre-Neuve et Labrador, de l'Île du Prince-Édouard et des trois territoires<sup>52</sup>.

Malgré des différences culturelles majeures entre le Canada et les États-Unis et malgré le décalage apparent entre les *gated communities* canadiennes et américaines, il semble que les villes du Canada se rapprochent de plus en plus de leurs homologues américaines. En effet, Thomas Ott traite d'une américanisation des villes canadiennes – qui pourrait somme toute être une globalisation des villes – ce qui à terme pourrait influencer l'établissement des *gated communities* en sol canadien. L'auteur y découvre, entre autres, une tendance vers la ségrégation dans les villes canadiennes de l'Ouest à mesure que l'immigration se développe, ou du moins l'apparition d'un discours ségrégationniste<sup>53</sup>.

L'**Amérique latine** est aussi touchée par le phénomène, dans une recherche de sécurité face aux quartiers pauvres où la violence est très présente. Les grandes villes d'Argentine et du Brésil voient s'établir des communautés fermées parfois énormes (jusqu'à 140 000 habitants). Les classes moyennes sont visées par l'implantation des *gated communities* depuis les années 1990, dans ces sociétés parmi les plus inégalitaires au monde. La Colombie et le Mexique sont aussi touchés par le phénomène<sup>54</sup>.

Le continent africain compte lui aussi de nombreuses *gated communities* principalement érigées en **Afrique du Sud**, où les anciennes classes dirigeantes et la nouvelle classe moyenne se sont retrans-

<sup>48</sup> Jill GRANT, « Planning responses to gated communities in Canada », *Gated communities: building social division or safer communities?*, Glasgow, 18 et 19 septembre 2003, colloque.

<sup>49</sup> Gérald BILLARD, Jacques CHEVALIER et François MADORÉ, *Ville fermée, ville surveillée...*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>50</sup> Jill GRANT, « Planning responses to gated communities in Canada », *op. cit.* Notre traduction. « Gated communities are housing developments on private roads that are closed to general traffic by a gate across the primary access. These developments may be surrounded by fences, walls or other natural barriers that further limit public access »

<sup>51</sup> En 2004, il était question d'un développement de condos de luxe pour retraités à Aylmer qui

s'inspirerait des *gated communities* américaines. Il semble que ce projet ait abandonné l'emmurement. Patrick DUQUETTE, « Des centaines de condos de luxe (sic.) à Aylmer, Des condos pourraient voir le jour », *Le Droit*, 31 août 2004, consulté en ligne.

<sup>52</sup> Jill GRANT, « Planning responses to gated communities in Canada », *op. cit.*

<sup>53</sup> Thomas OTT, « Are Canadian cities becoming more American? Evidence from the West », *Zeitschrift für Kanada-Studien (Journal of the Association for Canadian Studies in German-Speaking Countries)*, vol. 44, n<sup>o</sup>. 1, février 2004.

<sup>54</sup> Gérald BILLARD, Jacques CHEVALIER et François MADORÉ, *Ville fermée, ville surveillée...*, *op. cit.*, p. 20-21.

chées, et en **Égypte**, plus précisément au Caire. D'autres pays d'Afrique sont touchés par le phénomène, comme le Ghana et le Nigeria. Au **Liban**, on estime qu'en 2000, 2 % des habitations étaient derrière des murs. Dans ce pays, les *gated communities* ont commencé à apparaître durant les années 1980 pour l'élite qui voulait se protéger de la guerre civile. Durant les années 1990, les promoteurs ont continué à s'intéresser à ce genre de complexes résidentiels, ce secteur de luxe représentant un bon investissement<sup>55</sup>. D'autres communautés fermées existent au Moyen Orient, notamment en Arabie Saoudite et dans les Émirats arabes unis, souvent habitées par les travailleurs étrangers de l'industrie du pétrole.

L'**Asie** et le **Pacifique Sud** ne sont pas en reste. Les environs de Beijing, par exemple, voient une croissance importante de *gated communities* sub-urbaines, des « clubs » ou des « ghettos dorés » pour reprendre l'expression de Giroir<sup>56</sup>. En **Australie**, des *gated communities* sont apparues dans les plus grandes villes comme Brisbane, Sydney, Perth et Melbourne, quoique dans une proportion encore minime. La ville d'Auckland en Nouvelle-Zélande a vu récemment l'implantation de communautés fermées<sup>57</sup>.

Pour finir ce rapide tour du monde, l'**Europe** est évidemment aussi concernée par ce phénomène. L'Espagne et le Portugal ont vu se multiplier ces communautés, notamment les villes de Madrid et de Lisbonne, principalement à cause d'un mouvement de suburbanisation des classes aisées<sup>58</sup>. Le reste de l'Europe occidentale est

aussi touchée, notamment dans le domaine des ensembles immobiliers de luxe. La **Côte d'Azur**, **Berlin**, **Potsdam**, **Toulouse**, **Londres** voient tous des *gated communities* se construire en masse<sup>59</sup>. Les pays issus de l'URSS et du bloc de l'est ont connu un essor intense des *gated communities* durant les années 1990, sous l'impulsion des nouvelles classes dirigeantes et des couches aisées de la population voulant affirmer leur réussite et se protéger de l'environnement insécurisant des villes. La Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et d'autres pays post-communistes connaissent le même mouvement<sup>60</sup>.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 22-23.

<sup>56</sup> Guillaume GIROIR, « Gated communities, clubs in a club system. The case of Beijing (China) », *Gated communities: building social division or safer communities?*, Glasgow, 18 et 19 septembre 2003, colloque.

<sup>57</sup> Jenny DIXON et Ann DUPUIS, « Gatedness and governance: residential intensification in Auckland, New Zealand », *Gated communities: building social division or safer communities?*, Glasgow, 18 et 19 septembre 2003, colloque.

<sup>58</sup> Gérald BILLARD, Jacques CHEVALIER et François MADORÉ, *Ville fermée, ville surveillée...*, *op. cit.*, p. 24.

<sup>59</sup> Georges GLASZE, « Quand la ségrégation devient fragmentation : espaces résidentiels sécurisés et gouvernance urbaine urbaine privée », dans *Les mécanismes fonciers de la ségrégation* (collectif), Paris, Publications ADEF, 2004.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 24.

## La recherche de la sécurité

Dans une monographie d'anthropologie sociale, Setha Low présente la recherche de sécurité comme étant un processus à trois volets. D'abord, les résidents des *gated communities* visent la protection physique de leurs enfants et leur propre intégrité physique, ensuite l'établissement de ces communautés s'articule autour de la peur du crime et finalement autour de la peur de l'Autre<sup>61</sup>.

### Protéger les enfants : vers l'émurement des communautés

Selon les études rapportées par Setha Low, les jeunes enfants américains commenceraient à rapporter des peurs exprimées auparavant par des adolescents. Ainsi, alors que les enfants ont généralement peur du noir ou des créatures imaginaires, il semble que plusieurs années avant l'adolescence, des enfants expriment des peurs liées à la violence sociétale. Une étude menée à San Antonio au Texas démontrait que la majorité des enfants âgés entre sept et neuf ans interrogés avaient peur des menaces et des blessures physiques, de la drogue, des fusillades (*drive-by shootings*, associées aux gangs de rue), des fusils, des gangs et des armes nucléaires. Les filles et les enfants provenant de milieux plus défavorisés avaient tendance à exprimer davantage de peurs<sup>62</sup>.

Ces craintes liées aux problèmes sociaux plutôt qu'à des questions personnelles étaient, quelques années auparavant, liées aux adolescents plutôt qu'aux enfants. Que les enfants influencent leurs parents, ou que les parents influencent leurs enfants dans la formation des peurs, les études menées démontrent qu'une des principales raisons liées à la sécurité qui amènent les gens à aménager dans une

*gated community* est la protection des enfants.

Dire que les parents nourrissent souvent des craintes quant à la sécurité de leurs enfants relève de la lapalissade. Toutefois, il adviendrait que le choix de vivre dans une *gated community* serait influencé par les menaces envers la sécurité des enfants ressenties par les parents. Barry Glassner, sociologue à la University of Southern California, a publié en 1999 un ouvrage sur les peurs dans la société américaine dans lequel les craintes liées à la sécurité des enfants prennent une place importante<sup>63</sup>. La peur pour la sécurité des enfants fait souvent partie de la culture populaire, alimentée par des légendes urbaines tenaces et des reportages sensationnalistes à propos de maux sociaux qui ne sont pas aussi généralisés que l'on pourrait le croire.

De ces légendes urbaines tenaces qui font croire à une menace pour les enfants, Glassner cite les peurs entourant la fête de l'halloween. L'exemple peut sembler trivial à première vue, mais il révèle une peur très bien ancrée. En effet, alors que les enfants sont avertis chaque année de faire attention aux bonbons et sucreries qu'ils reçoivent, les histoires de pommes contenant des lames de rasoirs et de friandises saupoudrées de drogues refont toujours surface. Si la crainte des morts liées à l'halloween revient année après année, elle est alimentée par deux sources : tout d'abord, Glassner a remonté en 1975 pour trouver le premier article du magazine *Newsweek* traitant des « nombreux enfants décédés et des centaines d'autres ayant été blessés par des lames de rasoirs, des aiguilles de couture » et d'autres objets coupants<sup>64</sup>. Les médias reprennent ces exemples chaque année. Ensuite, le mythe de l'étranger sadique

<sup>61</sup> Voir les chapitres 5, 6 et 7 de Setha LOW, *Behind the gates...*, op. cit., p. 93-151.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>63</sup> Barry GLASSNER, *The culture of fear. Why Americans are afraid of the wrong things*, New York, Basic Books, 1999.

<sup>64</sup> « The goblins will getcha », *Newsweek*, 3 novembre 1975, p. 28, cité par Barry GLASSNER, *The culture of fear...*, op. cit., p. 30. Notre traduction. « [...] in recent years, several children have died and hundreds have narrowly escaped injury from razor blades, sewing needles [...] »

s'attaquant à des enfants est tenace et menaçant. Toute-fois, réfutant les dizaines de reportages incitant à la peur, le sociologue Joel Best a étudié en 1985 les incidents liés à l'halloween. Alors que seulement quelques blessures mineures reliées à des objets coupants ont été recensées, il appert que la majorité des histoires d'horreur liées à cette fête étaient plutôt l'effet de tours joués par de jeunes plaisantins ou de parents voulant toucher une compensation de leur compagnie d'assurance. Quant au mythe de l'étranger sadique, il n'a pas survécu à l'analyse : les deux seuls cas d'empoisonnement par des bonbons d'halloween ayant conduit à la mort d'enfants résultent d'une action d'un membre de la famille et non d'un étranger<sup>65</sup>.

La crainte des étrangers sadiques pouvant s'attaquer aux enfants ne s'arrête évidemment pas à la soirée de l'halloween. En effet, une autre crainte majeure de notre époque touche les prédateurs sexuels, particulièrement ceux agissant dans Internet. Les craintes entourant les pédophiles ne sont pas récentes non plus. En 1977, un reportage de la NBC ayant fait sensation affirmait que deux millions d'enfants américains étaient impliqués dans le commerce de pornographie infantile. Malgré les analyses de criminologues démontrant que la pornographie infantile touchait quelques centaines d'enfants et non des millions, les pornographes pédophiles représentaient des « personnages » de choix pour alimenter la peur. Cette crainte serait directement associée au fait que depuis les années 70, les parents s'en remettent de plus en plus souvent à des adultes inconnus pour garder leurs enfants pendant qu'ils travaillent. L'ère de l'Internet a amené la peur des prédateurs sexuels à un autre niveau. Ainsi, la couverture médiatique a fait de la peur des cyberprédateurs un leitmotiv<sup>66</sup>.

Toutefois, la crainte qui semble ressortir le plus souvent des entrevues menées par Setha Low dans les *gated communities* est cette crainte aiguë des enlèvements et des disparitions d'enfants. Encore une fois,

la couverture médiatique des enlèvements d'enfants au pays des *gated communities* alimente la peur des parents. Au milieu des années 90, le magazine *Newsweek* – après une couverture très critiquée de la présence de pornographie dans Internet comme menace à l'intégrité morale des enfants – publie un article sur les enlèvements d'enfants. On pouvait y lire que plus de 800 000 enfants étaient déclarés disparus chaque année aux États-Unis. Cet article faisait directement écho à une crainte persistante, puisque selon un sondage national, trois quarts des parents craignaient que leur enfant soit kidnappé par un inconnu<sup>67</sup>.

Malgré la peur suscitée par ce genre de statistique, il demeure que la réalité est énormément plus rassurante. En effet, selon les données avancées par Glassner, ce serait plutôt 200 à 300 enfants qui seraient enlevés par des personnes qui ne sont pas membres de leur famille. À ce chiffre, il faut ajouter environ 4 600 enfants enlevés par des membres de leur famille. Sur un total de 64 millions d'enfants aux États-Unis, ce sont 0,001 % des enfants qui seraient enlevés chaque année, et ce, en écrasante majorité par des membres de leur propre famille<sup>68</sup>. Les données canadiennes vont dans le même sens. En effet, sur les 66 548 enfants portés disparus au Canada en 2005, 30 ont été enlevés par des étrangers. En guise de comparaison, de ce nombre, plus de 51 200 ont fugué<sup>69</sup>.

Toutefois, malgré les statistiques démontrant la faible probabilité pour les enfants d'être kidnappés par un étranger, il demeure que la crainte est réellement ressentie par les parents et les enfants eux-mêmes. Autant les médias que les politiciens participent à cet état de crainte permanente, non seulement par une couverture extensive des enlèvements mais aussi par l'adoption de lois commémoratives prévoyant des peines plus sévères pour les personnes

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 58-61.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>69</sup> Missing Children Society of Canada, « National Statistics », 2005, d'après les statistiques de la Gendarmerie royale du Canada, consulté en ligne.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 30-31.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 32-33.

enlevant des enfants<sup>70</sup>. Les *Jenna's Law*, *Amber's Law*, *Stephanie's Law* sont quelques exemples de plus de cinquante lois d'États américains votées entre 1997 et 1998 alimentant la peur de voir des enfants enlevés<sup>71</sup>.

Les campagnes de peur au sujet de la sécurité des enfants amènent certains parents à vouloir s'installer dans des *gated communities*, là où l'intégrité physique et morale serait davantage protégée. Il n'est pas étonnant que la peur ait une si grande emprise sur les décisions des parents, particulièrement lorsqu'il s'agit de la sécurité de leurs enfants. Au début du boom immobilier vers les *gated communities*, une étude a démontré que les questions économiques et de santé comptaient pour seulement 4 % de la couverture médiatique concernant les enfants. Comparativement, entre 40 % et 48 % de la couverture médiatique nationale concernant les enfants traitait de crime et de violence. Pour ce qui est des médias locaux, la proportion atteint souvent 50 %<sup>72</sup>.

Le sentiment de sécurité des parents n'est évidemment pas le seul à être affecté. Les enfants eux-mêmes en viennent à adopter des comportements sécuritaires qui ne se voyaient souvent que chez des adolescents plus âgés, lorsque la compréhension des dangers sociétaux est mieux ancrée. Peut-être les comptes rendus d'entrevues menées par Setha Low dans de nombreuses *gated communities* relèvent davantage de l'anecdote, mais certains valent la peine d'être considérés. Les exemples d'enfants exprimant des craintes

des travailleurs étrangers travaillant sur les terrassements du quartier, des pauvres dans des sections non fermées de la ville, mais aussi rêvant d'être protégés par des murs plus hauts, des détecteurs de métal et des gardes armés sont assez nombreux dans les entrevues de l'anthropologue<sup>73</sup>.

Malgré tout, les enfants vivant dans les *gated communities* – majoritairement blanches et éloignées des centres urbains – ont beaucoup moins de risque d'être victimes de violence à l'école, lieu public qu'ils fréquenteront le plus souvent, que les enfants noirs ou d'origine latine. Ainsi, malgré l'importance accordée aux violences dans les écoles suburbaines durant les années 90 – nous n'avons qu'à penser aux événements de l'école Columbine de Littleton au Colorado – la crainte dépasse le danger réel d'être victime de tels crimes<sup>74</sup>.

Setha Low termine son chapitre consacré à la sécurité des enfants par une série de questions.

Est-ce que les enfants qui grandissent dans les *gated communities* sont davantage effrayés que les autres enfants par les gens demeurant à l'extérieur des murs et par l'idée d'être touchés par des actes de violence commis au hasard? Sont-ils plus vulnérables aux problèmes de drogues, au suicide ou à la violence en partie à cause de la séparation sociale des autres enfants, spécialement des enfants noirs et hispaniques, qui deviennent « exotisés » et dont leur mode de vie imaginé est imité d'une façon stéréotypée et potentiellement dangereuse?<sup>75</sup>

<sup>70</sup> David L. ALTHEIDE et R. Sam MICHALOWSKI, « Fear in the news : a discourse of control », *The Sociological Quarterly*, vol. 40, n<sup>o</sup>. 3, 1999, p. 475-503.

<sup>71</sup> À propos de la couverture médiatique et des réponses politiques face à l'enlèvement d'enfant, voir Olivier LAMALICE, « Opinions publiques, incarcération et système pénal aux États-Unis : les influences de la classe politique et des médias » dans Pierre LALANDE et Olivier LAMALICE, *La sévérité pénale à l'heure du populisme*, Québec, Ministère de la Sécurité publique du Québec, 2006, p. 1-29.

<sup>72</sup> Barry GLASSNER, *The culture of fear...*, *op. cit.*, p. 69-70.

<sup>73</sup> Voir, entre autres, le chapitre « Protecting children and safety for all » dans Setha LOW, *Behind the gates...*, *op. cit.*, p. 93-110.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 105-106.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 109. Notre traduction. « Are the children growing up in gated communities actually more afraid of people who live outside the gates and of being hurt by a random act of violence than other kids are? Are they more vulnerable to drug problems, suicide, or violence partly because of their racial and social separation from other children, especially blacks

Malheureusement pour les enfants grandissant dans les *gated communities*, il semble que nous pourrions répondre par l'affirmative à ces questions. La séparation physique imposée par les murs de ces communautés augmenterait la peur de la criminalité et la peur de l'Autre chez les enfants, peurs qui sont alimentées par des « paniques morales » concernant des événements rares, mais médiatisés : enlèvements d'enfants, abus physique et diverses attaques envers les enfants<sup>76</sup>. Les seuls véritables gagnants de cette situation seraient les entreprises travaillant dans le domaine de la sécurité à domicile et de la protection des enfants<sup>77</sup>.

### La peur de la criminalité

Si la crainte des parents pour la sécurité de leurs enfants peut les amener à aménager dans une *gated community*, il demeure que cette crainte s'inscrit dans un contexte plus large de peur de la criminalité. En effet, les craintes exprimées ne se limitent pas seulement à l'intégrité physique et morale des enfants, mais bien à une recherche d'un plus grand sentiment de sécurité.

Les nombreux écrits consacrés à la peur du crime démontrent une multitude d'interprétations du phénomène. Comme le souligne l'auteur d'une recension des écrits sur le phénomène de la peur du crime, la littérature sur le sujet utilise « les divers concepts de peur du crime, souvent distincts, comme s'ils étaient interchangeables; le lecteur se retrouve devant une foule de concepts, tels la peur ou l'anxiété ou l'inquiétude ou le souci ou la préoccupation ou le sentiment de sécurité comme s'ils étaient équivalents<sup>78</sup>. » Nous

adoptons ici une définition composite de la peur du crime, non seulement comme la peur d'être personnellement victime d'un crime mais aussi, à l'instar de Brodeur, comme un sentiment général de peur influencé par le crime, les désordres physiques et sociaux de l'environnement<sup>79</sup>.

Il importe de préciser que la mesure du sentiment d'insécurité – et de la peur du crime – est un exercice périlleux. De nombreuses publications tentent de le faire de façon quantitative, souvent avec des questions de sondage faisant référence à la crainte exprimée de se promener dans son quartier la nuit, avec un taux de réussite très variable<sup>80</sup>. Nous utilisons majoritairement les données recueillies par Setha Low lors d'entrevues semi-dirigées, donc par méthode qualitative, auprès de résidents de *gated communities*. Ces données portent sur la crainte d'être victimisé, la peur de la criminalité en général et le sentiment de sécurité procuré par la présence d'une enceinte. De par leur durée, les entrevues, contrairement aux sondages, permettent de mieux faire la distinction entre les perceptions et les connaissances des personnes interviewées sur la criminalité. En d'autres mots, elles permettent de mieux prendre en compte les dimensions objective et subjective du sentiment d'insécurité et de la peur du crime.

Procédons d'abord à une remise en contexte. L'implantation initiale des *gated communities* modernes – durant les années 1960 – concorde avec une augmentation de la criminalité jusque dans les années 1980. Toutefois, à partir du milieu des années 1980, les taux de criminalité ont commencé à diminuer fortement en Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis où les *gated*

---

*les femmes. Recension des écrits*, Montréal, Direction de la santé publique, 1999, p. 3.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>80</sup> Selon Tulloch, les questions simples des sondages (par exemple, « vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul dans votre quartier à la noirceur? ») ne sont pas efficaces pour déterminer le sentiment de sécurité ou de vulnérabilité. Marian TULLOCH, « The meaning of age differences in the fear of crime », *British Journal of Criminology*, vol. 40, n°. 3, Été 2000, p. 451-467.

---

and Latinos, who become exoticized and whose imagined lifestyles are mimicked in a stereotypical and potentially dangerous way? »

<sup>76</sup> Barry GLASSNER, *The culture of fear...*, op. cit., p. 65-68.

<sup>77</sup> Setha LOW, *Behind the gates...*, op. cit., p. 109-110.

<sup>78</sup> Diane MARTEL, *La peur du crime en milieu urbain dans l'ensemble de la population et chez*

*communities* sont les plus nombreuses. Dans certaines villes, comme New York par exemple, la criminalité a diminué de façon encore plus drastique que la moyenne américaine : entre 1990 et 1995, la criminalité violente a fait une chute de 44,4 %, comparativement à 6,5 % en moyenne aux États-Unis. Malgré tout, la peur de la criminalité est demeurée répandue, particulièrement dans les banlieues<sup>81</sup>.

Cette recherche de la sécurité semble être alimentée par une rupture entre les sens cognitif et émotionnel. Dans le cas des *gated communities*, les résidents interviewés par Setha Low semblent au courant des statistiques de la criminalité, mais ne semblent pas les prendre en compte dans leur réflexion sur la menace criminelle. En effet, alors que les personnes interrogées se disent informées du bas taux de criminalité dans les banlieues résidentielles non clôturées, elles préfèrent tout de même demeurer dans des *gated communities*, notamment pour leur dimension sécuritaire. Ainsi, alors que la criminalité est surtout concentrée dans les quartiers pauvres et urbains, les habitants de *gated communities* demeurent craintifs d'être eux-mêmes victimisés. Pour eux, la présence des murs influence très peu l'occurrence d'actes criminels : les banlieues sans murs équivalentes ne connaissent pas des taux de criminalité plus élevés. Les murs des *gated communities* joueraient davantage un rôle psychologique qu'une véritable fonction protectrice. Selon certaines études, ces murs servent plus à diminuer le sentiment d'insécurité qu'à influencer le taux de criminalité. D'autres études affirment plutôt que les murs des *gated communities* participent à un déplacement de la criminalité vers les quartiers entourant les communautés emmurées<sup>82</sup>.

La peur de la criminalité aux États-Unis ne pourrait être expliquée exclusivement par une couverture médiatique intense de la criminalité, bien que cette hypothèse soit

souvent soulevée<sup>83</sup>. En effet, la relation entre les banlieues et les centres urbains a toujours été relativement tendue : les citoyens américains ont commencé à quitter les villes dès que les moyens de transport ont permis les allers-retours rapides entre la résidence suburbaine et l'emploi en ville. Les banlieues ont germé dans l'imaginaire populaire comme un moyen de fuir la saleté, les maladies, les populations immigrées et la criminalité. Les *gated communities* remplissent aujourd'hui le même rôle, non seulement face aux centres urbains mais aussi aux banlieues qui se sont transformées en petites villes. Toutefois, si les statistiques disent vrai et que la possibilité d'être victime d'un crime est moins grande qu'il y a vingt ans, comment expliquer cette recherche incessante de plus de sécurité?

Selon Castel, ce serait justement l'effet des sociétés « assurantielles » occidentales qui « assurent, en quelque sorte de droit, la sécurité de leurs membres<sup>84</sup>. » Ainsi, c'est précisément l'élimination d'une énorme quantité de menaces au cours des dernières décennies qui amèneraient les citoyens à toujours demander plus de sécurité. Leur nombre restreint donnerait aux menaces contemporaines un poids symbolique très important.

Castel explique ce paradoxe du sentiment d'insécurité à l'époque la plus sécuritaire comme un rapprochement essentiel des concepts de protection et de menaces. En effet, l'insécurité moderne n'est pas créée par une absence de protection, mais bien par leur omniprésence. De ce fait, alors même que les sociétés actuelles protègent souvent adéquatement leurs membres, ceux-ci réalisent de plus en plus la fragilité de ces constructions fragiles et complexes. Comme

<sup>81</sup> Setha LOW, *Behind the gates...*, *op. cit.*, p. 113-114.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 119-122.

<sup>83</sup> Olivier LAMALICE, « Opinions publiques, incarcération... », *op. cit.*, p. 2, 19-26. Robert REINER, « Media made criminality. The representation of crime in the mass media », Mike MAGUIRE, Rod MORGAN et Robert REINER (dir.), *The Oxford Handbook of Criminology* (2<sup>nd</sup> édition), Oxford, Clarendon, 1997, p. 376-416, Barry GLASSNER, *The culture of fear...*, *op. cit.*

<sup>84</sup> Robert CASTEL, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?*, Paris, Seuil, 2003, p. 6. Les italiques sont de l'auteur.

le dit l'auteur, ces constructions sécuritaires « portent en [elles-mêmes] le risque de faillir à leur tâche et de décevoir les attentes qu'ils font naître. La recherche de protection créerait ainsi elle-même de l'insécurité. [...] Autrement dit, aujourd'hui *être protégé, c'est aussi être menacé*<sup>85</sup>. » Ce serait donc la crainte d'assister à un effondrement de l'édifice sécuritaire conjugué à l'incapacité généralisée des gens à assurer leur propre protection qui créerait un sentiment d'insécurité grandissant.

De plus, par leur nature même, les mécanismes de protection ne peuvent que décevoir : souvent, la protection devient visible que lorsqu'elle faillit. Cette situation amène ce que Castel qualifie de frustration sécuritaire qui conduit à une demande de sécurité encore accrue. Combler cette demande revient à remplir un puits sans fond. Les *gated communities* font partie de cette fuite en avant : les endroits où elles sont les plus populaires – banlieues du sud et de l'ouest américain – sont déjà des lieux sécuritaires. Les murs ne représentent qu'une couche de sécurité supplémentaire, qu'une pierre de plus à l'édifice sécuritaire. Finalement, ce que Castel remarque de nos sociétés contemporaines est une aversion aux risques, une exaspération de la sensibilité aux risques<sup>86</sup>.

Paradoxalement, dans une société de plus en plus protégée et de moins en moins touchée par la criminalité, on en vient à croire qu'un état de nature hobbesien n'est jamais loin. La réaction conduisant à l'érection de *gated communities* en est une de crainte face à un état de nature anarchique saturé de menaces, d'où la recherche d'un environnement sécuritaire le plus total possible. Les murs, les règlements stricts, les polices privées, les gardes aux entrées, les systèmes d'alarme, conduisent à une réponse à la Hobbes : « la sécurité peut être totale si et seulement si l'État [ou, comme dans le cas présent, les associations privées gérant les *gated communities*] est absolu, s'il a le droit ou en tous les cas le pouvoir d'écraser sans limitation aucune toutes les

vellités d'attenter à la sécurité des personnes et des biens<sup>87</sup>. »

Blakely et Snyder avancent que l'emmurement amène un sentiment de sécurité, sans que les habitants des *gated communities* soient vraiment davantage en sécurité. Selon eux, ceux-ci pourraient être portés à adopter des comportements non sécuritaires en se fiant exclusivement sur le mur pour leur protection, comme par exemple en laissant la porte du garage ouverte. Dans le même ordre d'idée, les deux auteurs avancent que les *gated communities* amènent leurs habitants à se couper de la vie communautaire : les gens seraient plus enclins à avertir le garde de sécurité plutôt que de régler des différends triviaux avec leurs voisins. Toutefois, cette habitude de recourir à une tierce partie sera généralisée à l'ensemble des banlieues. La particularité des *gated communities* à ce chapitre est la présence structurante d'une tierce partie permanente et facilement accessible : l'association. Cette association impose de règles strictes sur énormément d'aspects de la vie en communauté, y compris la longueur maximale de la pelouse. Loin d'être des Léviathan, les gouvernements privés visent toute de même dans un certain sens à imposer un ordre davantage régi et strict que celui prévalant dans le reste des sociétés occidentales. Ils visent surtout à se donner des moyens techniques de leurs ambitions sécuritaires, de s'arroger une partie du « monopole de la violence légitime »<sup>88</sup>.

Bref, l'insécurité ne peut qu'augmenter par le fait d'une contradiction entre la recherche d'une sécurité absolue et la capacité de sécurité effective. En effet, la recherche de la sécurité totale et du risque zéro, symbolisée par l'érection de murs protecteurs et l'installation de postes de contrôle, « ne peut que décevoir cette quête de protection totale, car la sécurité totale

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 6-7. Les italiques sont de l'auteur.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>88</sup> Robert E. LANG et Karen A. DANIELSEN, « Gated communities in America... », *op. cit.*, p. 872-873.

n'est pas compatible avec le respect absolu des formes légales<sup>89</sup>. »

C'est dans ce contexte d'insécurité que les résidents des *gated communities* semblent avoir fait leur choix de vie. Selon une étude de 1998, ils étaient plus de 70 % de résidents de communautés clôturées à affirmer que la question de la sécurité s'avérait très importante dans le choix de demeurer dans une *gated community*. Environ 25 % supplémentaires ont répondu que la sécurité était importante; bref, seulement 1 % des personnes interviewées par Blakely et Snyder ont reconnu que la recherche de sécurité n'avait pas influencé leur choix d'aménager dans une *gated community*<sup>90</sup>.

### La peur de l'Autre

La construction d'enceintes protectrices est donc influencée par une peur du crime, une crainte d'être victimisé. Toutefois, la peur du crime ne peut à elle seule expliquer ce désir de protection. La dimension physique de la peur – celle du crime – vient en fait compléter une dimension davantage symbolique, la peur de l'Autre. Les *gated communities* seraient donc un moyen de séparer physiquement le Nous de l'Autre, dans une optique non seulement sécuritaire, mais aussi symbolique.

L'établissement des banlieues nord-américaines durant les années d'après-guerre a souvent été décrit comme un exode de la classe moyenne blanche des quartiers urbains vers de nouveaux secteurs d'habitation. Ces secteurs qui pourraient être qualifiés par euphémisme comme étant « sans mixité ethnique » seraient donc un résultat de ce qu'on a appelé le « White flight »<sup>91</sup>. La popularité des *gated com-*

*munities* particulièrement à partir des années 90 est influencée par un mouvement analogue, influencé par la peur de la criminalité, le « fear flight ». Ainsi, aux États-unis – où les *gated communities* sont les plus nombreuses et les plus populaires en Occident – une proportion des habitants de banlieues non sécurisées observe un mouvement analogue vers les franges des secteurs résidentiels, quittant les banlieues maintenant davantage multiethniques pour s'établir dans des *gated communities*. Contrairement à l'époque où les banlieues proches des centres urbains se créaient, l'immigration ne s'installe plus exclusivement dans les quartiers centraux. Une bonne proportion des immigrants s'installe directement en banlieue. Devant cette situation, une partie croissante de la classe moyenne blanche se dirige vers les « exurbs » véritables banlieues des banlieues<sup>92</sup>.

Les entrevues avec des habitants des *gated communities* menées par l'anthropologue Setha Low confirment que « les résidents des *gated communities* citent les immigrants comme une source d'insécurité. Autant à New York [qu'au Texas et en Californie] ceux-ci parlent des « changements ethniques » et des transformations de l'environnement socio-économique comme potentiellement menaçant<sup>93</sup> ». Cette différenciation sociale s'opère comme une projection d'un malaise social vers un groupe social vulnérable. Ainsi, les craintes des résidents des *gated communities* sont projetées vers les immigrants, les sans-abris ou plus généralement les classes moins bien nanties, grâce à une suite de stéréotypes ou de distorsions dans la représentation de l'Autre. Dans un sens, il importe peu que la *gated community* présente une mixité raciale ou non; l'important semble souvent

<sup>89</sup> Robert CASTEL, *L'insécurité sociale...*, *op. cit.*, p. 22.

<sup>90</sup> Edward J. BLAKELY et Mary Gail SNYDER, « Separate place: crime and security in gated communities », FELSON Marcus et R.B. PEISER (dir.), *Reducing crime through real estate development and management*, Washington, Urban Land Institute, p. 57.

<sup>91</sup> Eric AVILA, *Popular culture in the age of white flight. Fear and fantasy in suburban Los Angeles*,

Berkley et Los Angeles, University of California Press, 2004, p. 4-5.

<sup>92</sup> David BROOKS, « Les banlieues, dernières frontières... », *op.cit.*, p. 99-100.

<sup>93</sup> Setha LOW, *Behind the gates...*, *op. cit.*, p. 136. Notre traduction. « But it is not just in Texas and California that residents of gated communities stigmatize immigrants as a source of fear. In New York as well residents identify "ethnic changes" and a changing socioeconomic environment as potentially threatening. »

l'unicité sociale, l'appartenance à une même classe sociale.

Les murs permettent donc d'opérer une distinction claire entre les « bons » à l'intérieur de l'enceinte et les « méchants » de l'autre côté. Cette distinction entre deux groupes sociaux distincts n'est pourtant pas l'apanage des *gated communities*. En effet, les banlieues nord-américaines sont intrinsèquement des lieux où les frontières sont très importantes : les *gated communities* ne font qu'ajouter une dimension plus visible à ces frontières en l'espèce d'une enceinte. Plus traditionnellement, les ensembles résidentiels utilisaient différents mécanismes pour éloigner les Autres : lois raciales des années 1920 à 1950, quotas d'immigration, politiques hypothécaires restrictives<sup>94</sup>.

Ainsi, comme le démontre Mike Davis, certaines villes ont depuis longtemps des mécanismes pour assurer une homogénéité raciale ou de classe. En Californie, à Los Angeles particulièrement, qui est encore au centre du débat américain sur l'immigration, les associations de propriétaires de quartiers spécifiques ont agi comme d'actifs groupes de lobbying pour s'assurer de politiques restrictives à l'accès à la propriété. En 1916, Los Angeles a été la première ville à réserver officiellement des secteurs aux maisons unifamiliales pour familles aisées. Les franges de la ville qui comptent aujourd'hui de nombreuses *gated communities* ont vu une multiplication des règlements prévoyant un investissement minimum de la part des personnes voulant acquérir un lotissement, en plus d'inclure souvent des clauses interdisant l'achat à des personnes de couleur ou à des non chrétiens. « C'est ainsi que dans les années vingt, 95 % du parc immobilier de la ville était *de facto* interdit aux Noirs et aux Asiatiques<sup>95</sup>. »

Reconnus illégaux, ce type de mécanismes d'exclusion fondés sur l'appartenance ethnique ou religieuse ont été remplacés. À partir des années 1950, les banlieues de Los Angeles ont entrepris de se séparer du reste de la ville, non seulement

pour assurer leur développement suivant leur propre planification, mais pour se différencier de l'Autre, c'est-à-dire des quartiers pauvres et urbains. Ces banlieues sécessionnistes ont constitué un terreau fertile pour l'érection de *gated communities*. Les associations de propriétaires ont aussi tâté du mouvement dit du « slow growth » où les arguments écologistes sont utilisés pour demander une présence minimale de nouveaux ensembles résidentiels aux abords de certaines communautés. Ce mouvement exclusiviste consacre autant un désir de séparation physique des banlieues cossues et des éventuels projets de construction de tour d'habitation ou d'urbanisation, qu'un effritement de l'idée de solidarité sociale entre les zones mieux nanties et celles plus pauvres<sup>96</sup>.

Le recours aux « villes forteresses » que sont les *gated communities* ne serait que l'évolution la plus récente de cette volonté de séparation physique, d'exclusion d'une partie de la population. L'innovation récente tiendrait essentiellement dans le recours aux murs, aux gardes et aux équipements électroniques plutôt qu'aux procédés plus « soft » des banlieues classiques.

Certains auteurs établissent un parallèle entre cette recherche d'exclusion de plus en plus sécurisée et la montée d'un discours politique de la loi et l'ordre<sup>97</sup>. Entre autres, la politologue française Sophie Body-Gendrot traite de la politisation du thème de la criminalité aux États-Unis depuis les années 1960. Elle avance que l'utilisation politique des questions criminelles a permis « la dichotomie des « ins » et des « outs » et rassure la majorité morale sur son statut. Le système politique envoie à l'opinion des signaux sur les risques présentés par les déviants<sup>98</sup>. »

Body-Gendrot affirme qu'une partie importante de la classe politique américaine

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 157-161.

<sup>97</sup> Voir Olivier LAMALICE, « Opinions publiques, incarcération... », *op. cit.*, p. 10-18.

<sup>98</sup> Sophie BODY-GENDROT, « La politisation du thème de la criminalité aux États-Unis », *Déviance et société*, vol. 23, n°. 1, 1999, p.77.

<sup>94</sup> Mike DAVIS, *City of Quartz...*, *op. cit.*, p. 144-149.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 145-146.

pratique une démonisation constante d'une frange de la population, sorte de sous-prolétariat minant les fondements de la société : « super-prédateurs », mères monoparentales vivant de l'assistance sociale, jeunes hommes noirs, immigrés illégaux, etc.<sup>99</sup>. Cette identification de maux sociaux, relayée par les médias nationaux utilisant les histoires criminelles pour mousser les cotes d'écoute, amène une diminution du sentiment d'attachement et de solidarité sociale qui se traduit notamment par des coupes massives dans les programmes sociaux. Une fois démonisé, cet Autre peint comme un prédateur ou un parasite peut faire les frais de lois plus sévères punissant ses agissements anti-sociaux. Ensuite, il sera encore plus facile de construire entre cet Autre et le Nous, mur qui pourra éviter d'entrer en contact avec le lumpen-prolétariat urbain<sup>100</sup>.

Pour sa part, Loïc Wacquant, traite de la relation entre le système carcéral et les ghettos, équation dans laquelle il serait possible de rajouter les *gated communities*. Selon Wacquant, le système carcéral américain a évolué pour former un continuum social entre le ghetto racial – des quartiers urbains pauvres habités par les minorités ethniques – et le système carcéral. Le premier agirait pratiquement comme une soupape pour le second. Cette symbiose créée entre les ghettos et la prison entrerait dans la même logique que celle décrite par Body-Gendrot, c'est-à-dire selon l'idée de différenciation entre les « ins » et les « outs ». Le parallèle avec les *gated communities* se dresse aisément : d'un côté du spectre, la ségrégation sociale (et le plus souvent ethnique) dans les ghettos urbains et de l'autre, une autoségrégation des classes dominantes de la société<sup>101</sup>.

<sup>99</sup> Il est d'ailleurs intéressant de noter la concordance des thèmes traités par Body-Gendrot et par le sociologue Barry Glassner cité plus haut. Les boucs émissaires de la première sont les « menaces » du second. Voir Barry GLASSNER, *The culture of fear...*, *op. cit.*

<sup>100</sup> Sophie BODY-GENDROT, « La politisation du thème de la criminalité... », *op. cit.*, p. 78.

<sup>101</sup> Loïc WACQUANT, « When ghetto and prison meet and mesh », *Punishment and Society*, vol. 3, n° 1, 2001, p. 95-134.

Mike Davis parle quant à lui d'une militarisation de l'espace urbain où un ensemble de pratiques concourent à un endiguement de certaines parties de la population. Il considère les pratiques policières de repoussement de la criminalité vers certains quartiers défavorisés, l'érection de murs protecteurs, le recours à une architecture inspirée par des forteresses, l'installation de mécanismes anticlochards, le contrôle du trafic piétonnier et l'implantation des *gated communities* comme un continuum de l'exclusion sociale sur un mode pratiquement militaire. La recherche de la sécurité s'opérerait donc par l'exclusion, la ségrégation sociale et l'auto enfermement<sup>102</sup>.

La réponse qu'offre Castel à ce développement de l'exclusion et de l'insécurité, qui pourrait se traduire par un peu de l'Autre, est tirée du cas français. Toutefois, de par son approche holistique et de ses constats « mondialisant », son analyse semble pouvoir se rattacher facilement au cas américain et même à la situation canadienne. Castel tente de rapprocher le développement de l'insécurité – qu'il ne confine pas à la peur du crime mais qu'il étend à l'insécurité sociale en général, ce qui inclut l'insécurité économique – à une transformation des États et des sociétés occidentales. Ainsi, l'effritement de la capacité de l'État à assurer sa mainmise sur l'économie, et du même coup sur les systèmes de redistribution de la richesse et de l'égalité des chances, a engendré des collections d'exclus<sup>103</sup>.

L'analyse de Castel repose donc sur l'idée que l'effritement du rôle de l'État a pavé la voie à une décollectivisation, à une démobilisation sociale. D'un côté, des

<sup>102</sup> Mike DAVIS, *City of Quartz...*, *op. cit.*, p. 208-216.

<sup>103</sup> Castel utilise le terme « collections » et non pas « collectifs ». Il affirme que les groupes marginalisés n'ont souvent que très peu en commun, si ce n'est leur confinement à la marge de la société. De ce fait, les immigrés autant que les chômeurs et les jeunes des ghettos ou des banlieues sont représentés comme des « électrons libres » plutôt que comme une véritable classe sociale. Robert CASTEL, *L'insécurité sociale...*, *op. cit.*, p. 47.

groupes d'exclus faisant les frais de boucs émissaires alors que de l'autre, « la promotion de groupes dominants se fait au détriment d'autres groupes dont elle entraîne le déclin<sup>104</sup>. » Bien que dualiste, cette vision permet d'interpréter la peur de l'Autre par un ressentiment éprouvé non seulement par les groupes de laissés pour compte de la nouvelle économie où l'État n'a plus un rôle redistributeur aussi marqué, mais aussi par les groupes dominants qui ne voient plus nécessairement l'obligation de participer à la redistribution de la richesse. Selon Castel, la perte de la solidarité entre les groupes de la société conduirait une insécurité grandissante, elle « induit une attitude défensive qui refuse la nouveauté, mais aussi le pluralisme des différences<sup>105</sup>. » Ce rejet des différences conduit évidemment à un repli sur ses semblables, mais également à l'adoption de stéréotypes de « classes dangereuses ». Les réponses, autant aux États-Unis qu'en France, en passant par la Grande-Bretagne et le Canada, sont souvent des politiques répressives de toutes sortes, une recherche de sécurité non par l'atténuation des effets et non par l'élimination des causes. Les *gated communities* entrent dans cette logique<sup>106</sup>.

Bien que présentant des situations très différentes des pays occidentaux, le Brésil et l'Afrique du Sud peuvent faire office de preuves par l'extrême du lien entre sécurisation – spécifiquement la construction de *gated communities* – et la perte de solidarité. En effet, ces deux pays sont aux prises avec des problèmes sociaux particulièrement aigus : pauvreté endémique, taux de criminalité impressionnants, fracture énorme entre les riches et les pauvres. Dans ces pays où les inégalités sont difficilement comparables à celles rencontrées dans les pays du Nord, les *gated communities* sont de plus en plus populaires. Landman et Schönteich font l'argument que ces communautés fermées découlent directement de la fragmentation sociale. En effet, ces deux États figurent parmi les plus inégalitaires au monde : selon

les Nations Unies, seulement quatre États ont un niveau d'inégalité plus grand. Hors, ces inégalités sont le terreau d'une dissolution des liens sociaux qui, en retour, produisent une augmentation de la criminalité, une hausse de l'insécurité et une réclusion des classes les plus aisées derrière des murs protecteurs<sup>107</sup>.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 53-55.

<sup>107</sup> Karina LANDMAN et Martin SCHÖNTEICH, *Urban fortresses. Gated communities as a reaction to crime*, African Security Review, vol. 11, n° 4., 2002, p. 71-75.

## Conclusion

Les *gated communities*, en tant que phénomène de masse américain trouvant écho dans le reste du monde, sont une évolution relativement récente des banlieues. Bien qu'elles soient présentes sous certaines formes dans une grande quantité de pays, l'expérience américaine est sûrement la plus susceptible d'influencer le Québec et les autres provinces canadiennes où des *gated communities* ne sont pas encore implantées. Ainsi, les États-Unis et certaines provinces canadiennes représentent un laboratoire d'expériences urbaines riches en enseignements. Ainsi, il nous a été donné de constater que les *gated communities* se sont multipliées sous l'impulsion d'un rejet d'une idéologie néolibérale, d'un rejet de l'évolution souvent multiethnique des banlieues, mais aussi d'une recherche d'un sentiment de communauté, voire d'un repli sur soi et ses « semblables », mais aussi beaucoup dans une optique sécuritaire.

Ainsi, la question de la sécurité est au centre de l'établissement des communautés privées. Non seulement la présence de murs protecteurs symbolise-t-elle la cité forteresse et la sanctuarisation du territoire privé, les *gated communities* ont grandi en popularité autour de trois enjeux. Tout d'abord, ces communautés attirent de nouveaux résidents en jouant sur le registre de la protection des enfants : en s'emmurant, les parents seront plus à même de protéger leurs enfants des nombreuses « menaces » de la société allant des « superprédateurs » aux bonbons empoisonnés à l'halloween. Ensuite, les promoteurs ont pu tabler sur un développement de l'insécurité, mais plus particulièrement de la peur du crime. La peur de la victimisation, alors même que les taux de criminalité diminuent, alimenterait donc le désir d'isoler son lieu de résidence derrière des clôtures protectrices. Malgré tout, la grande majorité des communautés fermées seraient construites dans des banlieues et des « edge cities » connaissant des taux de criminalité, particulièrement bas. Finalement, les *gated communities* seraient influencées par une

peur de l'Autre, manière de repli identitaire dans une époque où la solidarité sociale s'amenuise. Cette réalité serait particulièrement poignante dans les pays où les différences entre les classes les plus aisées et les laissés pour compte sont les plus criantes. Ces communautés seraient donc en partie un symptôme d'une « faillite » des États à assurer une cohésion sociale viable et une redistribution de la richesse.

Aucune communauté fermée n'est encore présente sur le territoire québécois au moment où ces lignes sont écrites. Certains projets ont été présentés à la presse; un complexe pour personnes âgées dans la région de Gatineau et un village de chalets sécurisés dans Lanaudière<sup>108</sup>. Serait-il possible que les *gated communities* connaissent un engouement au Québec. Selon certaines conditions, il est très possible que dans un avenir plus ou moins rapproché des communautés de ce type voient le jour.

En effet, bien que généralement considéré plus égalitaire que d'autres régions nord-américaines, le Québec compte tout de même son lot d'inégalités sociales rapprochées géographiquement. À titre d'exemple, certains quartiers montréalais sont aux prises avec des problèmes qui les rapprochent des métropoles américaines : pauvreté, ghettoïsation de la population immigrante, gangs de rue, criminalité élevée. Relativement proches de ces quartiers, des municipalités cossues pourraient envisager la privatisation de certains espaces pour permettre l'érection d'enceintes protectrices. De plus, l'insécurité et la peur du crime pourraient s'intensifier, notamment sous l'impulsion d'une couverture médiatique et de campagnes politiques populistes axées sur la question de la loi et de l'ordre. Une telle crainte de la criminalité – alors que le Québec a connu depuis la fin des années 80 une diminution de ses taux de criminalité – pourrait conduire à un intérêt envers les *gated communities*.

<sup>108</sup> Laurier CLOUTIER, « Une « gated community » dans Lanaudière », *La Presse*, 13 avril 2006., Patrick DUQUETTE, « Des centaines de condos... », *op. cit.*

De plus, il ne faut pas oublier deux facteurs qui pourraient contribuer à l'arrivée des communautés fermées dans le paysage québécois. D'une part, un argument financier : les maisons dans des *gated communities* auraient tendance à conserver leur valeur et à s'apprécier plus rapidement, du moins aux États-Unis. Ensuite, l'effet de mode pourrait influencer certains acheteurs à se montrer intéressés par ces communautés.

D'autre part, comme dans le cas américain, il serait vain de croire qu'une ségrégation sociale n'est pas déjà en place au Québec malgré l'absence de murs entourant des ensembles résidentiels. En effet, les banlieues cossues et retirées des centres urbains existent déjà, tout comme les îlots plus ou moins protégés de résidences pour personnes âgées. Reprenant la typologie de Blakely et Snyder, des communautés de loisirs sont aussi présentes au Québec, notamment celles entourant des stations de ski ou des terrains de golf. Dans tous ces cas, l'ajout d'une enceinte et la formation d'une association de propriétaires transformeraient un quartier en *gated communities* relativement facilement.

Est-ce que les *gated communities* s'implanteront durablement au Québec, à l'instar des États-Unis et des provinces de l'Ouest canadien? La recherche sur le domaine est encore à l'état embryonnaire au Québec, attendant peut-être l'implantation de ces communautés avant d'étudier le phénomène<sup>109</sup>. Par où commencera l'implantation des communautés fermées? Comme aux États-Unis durant les années 60 avec des projets pour retraités? Dans les quartiers cossus des environs de Montréal? Autour de projets récréatifs pour gens bien nantis? Il ne faudrait pas sous-estimer l'impact de la présence de ces communautés, ni d'ailleurs les facteurs conduisant à leur apparition. En effet, il semble que les *gated communities* soient

érigées sur des fondements d'inégalité et de fracture sociale, notamment en ce qui concerne ses dimensions sécuritaires qui ont été étudiées ici. La peur est-elle suffisamment ancrée au Québec pour influencer l'apparition de quartiers sécurisés?

« Les murs sont efficaces à court terme pour garder une bonne partie (mais pas l'ensemble) des gens à l'extérieur et pour garder une bonne partie (mais pas l'ensemble) des gens à l'intérieur. Mais ils sont politiquement abrasifs et amplifient les injustices. Ils ne sont ni amicaux, ni charitables, ni un signe de liberté<sup>110</sup>. »

<sup>109</sup> Des chercheurs québécois comme Anne-Marie Séguin de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS – Urbanisation, culture et société) s'intéresse au phénomène. Selon nos recherches, aucune publication sur le cas québécois n'est toutefois disponible à ce jour.

<sup>110</sup> Immanuel WALLERSTEIN, « Walls and the world », *Agence Global*, 14 mai 2006. Notre traduction. « Walls are effective in the short run to keep many (not all) people out, and to keep many (not all) people in. But they are politically abrasive and magnify injustice, and they are neither friendly nor charitable nor a sign of freedom. »

## Bibliographie

ALTHEIDE, David L. et R. Sam MICHALOWSKI, « Fear in the news : a discourse of control », *The Sociological Quarterly*, vol. 40, n°. 3, 1999, p. 475-503.

AVILA, Eric, *Popular culture in the age of white flight. Fear and fantasy in suburban Los Angeles*, Berkley et Los Angeles, University of California Press, 2004.

BILLARD, Gérald, Jacques CHEVALIER et François MADORÉ, *Ville fermée, ville surveillée, La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

BLAKELY, Edward J. et Mary Gail SNYDER, *Fortress America. Gated communities in the United States*, Washington, Brookings Institution Press, 1997.

BLAKELY, Edward J. et Mary Gail SNYDER, « Separate place: crime and security in gated communities », FELSON Marcus et R.B. PEISER (dir.), *Reducing crime through real estate development and management*, Washington, Urban Land Institute, p. 53-70.

BODY-GENDROT, Sophie, « La politisation du thème de la criminalité aux   tats-Unis », *Déviance et société*, vol. 23, n  . 1, 1999, p.75-89.

BROOKS, David, « Les banlieues, dernières frontières du melting-pot », *Made in Bush, Courrier International*, Hors-Série Société, juin-juillet-août 2004, p. 99-101.

CASTEL, Robert, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?*, Paris, Seuil, 2003.

CLOUTIER, Laurier, « Une gated community » dans Lanaud  re », *La Presse*, 13 avril 2006.

DAVIS, Mike, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 2000

DIXON, Jenny et Ann DUPUIS, « Gatedness and governance: residential intensification in Auckland, New Zealand », *Gated communities: building social division or safer communities?*, Glasgow, 18 et 19 septembre 2003, colloque.

DUQUETTE, Patrick, « Des centaines de condos de luxes (sic.)    Aylmer, Des condos pourraient voir le jour », *Le Droit*, 31 ao  t 2004, consulté en ligne.

GIROIR, Guillaume, « Gated communities, clubs in a club system. The case of Beijing (China) », *Gated communities: building social division or safer communities?*, Glasgow, 18 et 19 septembre 2003, colloque.

GLASSNER, Barry, *The culture of fear. Why Americans are afraid of the wrong things*, New York, Basic Books, 1999.

GLASZE, Georges, « Quand la ségrégation devient fragmentation : espaces résidentiels sécurisés et gouvernance urbaine urbaine privée », dans *Les mécanismes fonciers de la ségrégation* (collectif), Paris, Publications ADEF, 2004.

GRANT, Jill, « Planning responses to gated communities in Canada », *Gated communities: building social division or safer communities?*, Glasgow, 18 et 19 septembre 2003, colloque.

HOBSBAWM, Eric J., *L'âge des extrêmes. Histoire du Court XX   siècle*.   ditions Complexe, 1994, p. 555-556.

LAMALICE, Olivier, « Opinions publiques, incarcération et système pénal aux   tats-Unis : les influences de la classe politique et des médias » dans LALANDE, Pierre et Olivier LAMALICE, *La sévérité pénale à l'heure du populisme*, Québec,

Ministère de la Sécurité publique du Québec, 2006, p. 1-29.

LANDMAN, Karina et Martin SCHÖNTEICH, *Urban fortresses. Gated communities as a reaction to crime*, African Security Review, vol. 11, n°. 4., 2002, p. 71-85.

LANG, Robert E. et Karen A. DANIELSEN, « Gated communities in America : Walling out the world », *Housing Policy Debate*, vol. 8, n°. 4, 1997.

LE GOIX, Renaud, *Les « Gated Communities » aux États-Unis. Morceaux de villes ou territoires à part entière?*, Université de Paris I Panthéon – Sorbonne, U.F.R de Géographie, Thèse de doctorat, 2003.

LOW, Setha, *Behind the gates. Life, security, and the pursuit of happiness in Fortress America*, New York, Routledge, 2003.

MARIENSTRAS, Élise, *Les mythes fondateurs de la nation américaine, Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'Indépendance (1763-1800)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.

MARTEL, Diane, *La peur du crime en milieu urbain dans l'ensemble de la population et chez les femmes. Recension des écrits*, Montréal, Direction de la santé publique, 1999.

MAXWELL, D. Kirstin, « Gated communities : selling the good life », *Moving minds : our urban challenge*, Conférence présentée à l'Institut canadien des urbanistes, Toronto, 13 juillet 2004.

OTT, Thomas, « Are Canadian cities becoming more American? Evidence from the West », *Zeitschrift für Kanada-Studien (Journal of the Association for Canadian Studies in German-Speaking Countries)*, vol. 44, n°. 1, février 2004.

Robert REINER, « Media made criminality. The representation of crime in

the mass media », Mike MAGUIRE, Rod MORGAN et Robert REINER (dir.), *The Oxford Handbook of Criminology* (2<sup>nd</sup> edition), Oxford, Clarendon, 1997, p. 376-416.

SÉGUIN, Anne-Marie, « Les enclaves résidentielles : des gouvernements privés qui menacent la cohésion sociale au niveau local? », communication présentée lors du colloque de l'ASRDLF, 21-23 août 2002.

TULLOCH, Marian, « The meaning of age differences in the fear of crime », *British Journal of Criminology*, vol. 40, n°. 3, Été 2000, p. 451-467.

WALLERSTEIN, Immanuel, « Walls and the world », *Agence Global*, 14 mai 2006, consulté en ligne.

WEBSTER, Chris, « Gated cities of tomorrow », *Town planning review*, vol. 72, n°. 2, 2001.

